

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

**Austérité pour la fonction publique,
licenciement pour l'industrie, compétitivité pour tous...**

on ne se serrera pas la ceinture pour enrichir les capitalistes !

Après 8 mois de gouvernement socialiste même les "optimistes" doivent en convenir, rien n'a changé : la RGPP est maintenue et les coupes budgétaires continuent de plus belle. Les créations de postes dans l'enseignement ne compensent pas du tout les saignées subies depuis 2002. De plus, vouloir créer des postes à un endroit pour mieux en supprimer ailleurs ressemble à la logique du diviser pour mieux régner. D'ailleurs s'il convient de mettre l'éducation comme priorité nationale, est-il légitime de laisser mourir l'hôpital public pour qui rien n'est prévu ?

Combattre l'austérité et faire payer le capital !

En poursuivant la logique de réduction du déficit budgétaire à 3% et de la dette publique sous la barre des 60% du PIB, le gouvernement socialiste annonce clairement la couleur : que les capitalistes se rassurent, aucun changement n'est au programme, le PS marche dans les pas de l'UMP et les politiques libérales vont continuer. **L'opportunisme des socialistes a même atteint les sommets du mauvais goût, de l'hypocrisie et du renoncement en faisant adopter la règle d'or budgétaire qu'ils prétendaient combattre sous Sarkozy!**

Combattre l'austérité de "gauche" semble poser problème à une grande partie du mouvement syndical. Ainsi, les syndicats CFDT, CFTC et CGC ont signé l'accord sur la compétitivité, trahissant une fois de plus les intérêts immédiats des travailleur-se-s. L'UNSA, cul et chemise avec le PS, est engluée dans le soi-disant "dialogue social". La grève dans la fonction publique du 31 janvier à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires constitue donc le premier rapport de force entre les syndicats de la fonction publique et le gouvernement socialiste.

Les revendications comme l'arrêt des coupes budgétaires, le rétablissement des postes à hauteur des besoins, la titularisation de tous les personnels précaires sans conditions de concours ni de nationalité et l'augmentation des salaires avec un effort particulier sur les catégories les plus modestes de la fonction publique restent parfaitement légitimes aujourd'hui comme hier. Face à l'argument de responsabilité et de "bon sens" économique des socialistes, nous pouvons facilement mettre en perspective les 20 milliards d'euros de cadeaux fiscaux accordés aux entreprises qui, loin de créer ou de maintenir l'emploi, vont simplement augmenter encore plus les dividendes des actionnaires déjà bien engraisés.

Solidarité dans la lutte pour changer la donne !

Cette mobilisation doit être la plus massive possible pour éviter de céder à la morosité ambiante. Il faut que les travailleurs reprennent confiance dans leurs forces. Nous savons déjà qu'une seule journée d'action ne suffira pas, mais la réussite de cette mobilisation doit permettre d'ouvrir des pistes. En particulier, au moment où les salarié-e-s du privé subissent des licenciements et un

odieux chantage à la réduction des salaires, il apparaît urgent d'établir des liens de solidarité entre les travailleurs du public et du privé. Car à défaut d'action collective, on sait vers quoi risquent de se tourner des salarié-e-s se sentant à juste titre trahis par le PS et l'UMP : le repli sur soi, l'individualisme, la peur de l'autre. Aux courants politiques réactionnaires et racistes relookés du FN et de l'UMP, nous devons opposer un grand "tous ensemble" qui change la donne.

Alternative libertaire sera présente dans la rue aux côtés des travailleurs le 31 janvier et, partout, dans les syndicats, sur nos lieux de travail nous mobiliserons nos collègues pour la réussite de cette mobilisation. **L'austérité n'est pas une fatalité mais une politique libérale mise en place par les valets socialistes du capital aux profit des rentiers. La seule réponse possible doit être une mobilisation de masse prolongée pour imposer un autre modèle de société. Nous n'aurons que ce que nous saurons prendre.**



Le mensuel disponible en kiosque !

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

30 janvier 2013